

RUMILLY, Robert, *Histoire du Canada*. Paris : éditions « La Clef d'Or », 1951. Pas d'index. Pas de bibliographie. Pas de notes. 592 p. \$4.00

Michel Brunet

Volume 5, numéro 4, mars 1952

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/802139ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/802139ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Institut d'histoire de l'Amérique française

ISSN

0035-2357 (imprimé)

1492-1383 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer ce compte rendu

Brunet, M. (1952). Compte rendu de [RUMILLY, Robert, *Histoire du Canada*. Paris : éditions « La Clef d'Or », 1951. Pas d'index. Pas de bibliographie. Pas de notes. 592 p. \$4.00]. *Revue d'histoire de l'Amérique française*, 5(4), 589–593. <https://doi.org/10.7202/802139ar>

## LIVRES ET REVUES

RUMILLY, Robert, *Histoire du Canada*. Paris: éditions "La Clef d'Or", 1951. Pas d'index. Pas de bibliographie. Pas de notes. 592 p. \$4.00.

La dernière œuvre de M. Rumilly s'adresse tout particulièrement au public français. Il était temps de lui servir autre chose que l'*Histoire du Canada français* du radio-scripteur Léon Lemonnier (voir compte rendu critique dans *Revue d'histoire de l'Amérique française*, 4 (1951): 585-586) et moult livres du même acabit. Les Français, auxquels nous reprochons trop facilement une certaine inconscience et parfois une profonde ignorance lorsqu'ils parlent du Canada et des Canadiens français, comprendront peut-être mieux la scène canadienne. Constatation plus importante encore: nous-mêmes, après avoir lu et médité ce livre, nous serons probablement capables de mieux nous représenter le rôle exact que nous jouons sur cette scène. A la condition de ne pas demeurer volontairement sourds et aveugles. Nous sommes très mal placés pour tenir rigueur aux étrangers de mal connaître le Canada anglais et le Canada français. Pouvons-nous définir pour notre propre bénéfice les réalités diverses que ces deux noms enveloppent?

Cette *Histoire du Canada* y réussit-elle pleinement? Ce serait trop demander à un historien qui n'a pas pu poursuivre seul toutes les recherches originales que cela exige. Tout peuple qui veut connaître son passé dans son intégralité — condition préliminaire et essentielle pour comprendre son présent et pour préparer l'avenir — doit avoir constamment à son service une équipe nombreuse d'historiens. Nous n'avons jamais eu ce privilège dont jouissent les pays riches et peuplés.

M. Rumilly apporte peu de nouveau sur l'histoire de la Nouvelle-France. Les pages consacrées à cette période si importante de notre évolution historique en donnent l'image devenue classique,

stéréotypée. Quiconque a étudié quelque peu l'histoire coloniale des autres pays d'Amérique ou a tout simplement observé des hommes en chair et en os vivant en société se demande si l'histoire écrite de la Nouvelle-France correspond toujours à l'histoire vécue. Nos historiens — parce que trop peu nombreux — se sont limités nécessairement à l'histoire religieuse et politico-militaire. Les premiers chercheurs ont laissé de côté quantité de documents qui leur auraient révélé une image moins incomplète du passé. Obligés de faire vite, travaillant dans des conditions aussi difficiles, peu encouragés, leurs successeurs se sont généralement vus forcés de les répéter. Parfois, ils ajoutaient quelques détails pittoresques. Quelques-uns ont tenté de timides incursions dans le vaste domaine de l'histoire économique-sociale. Ces efforts — toujours pour les mêmes causes — n'ont pas été soutenus. Pendant ce temps, une interprétation officielle et traditionnelle de l'histoire de la Nouvelle-France s'est créée. L'histoire écrite du Canada français depuis la conquête n'a pas échappé à cette fatalité. Conséquence inévitable: quand un historien met en doute les canons reçus, il risque de scandaliser ceux dont l'opinion est faite. Il existe des gens pour qui les sciences historiques se figent une fois pour toutes. Cette situation a prévalu dans tous les pays qui n'avaient pas encore atteint leur maturité intellectuelle. Aux États-Unis, par exemple, anathème jusque vers 1920 celui qui ne suivait pas l'interprétation consacrée de Bancroft. C'a été et c'est encore notre sort.

On constate, cependant, que M. Rumilly a pris soin de consulter les œuvres les plus importantes et les études les plus récentes. Sur le rôle de la cour de France, il se révèle plus objectif que quelques-uns de nos historiens qui ont tendance à juger trop sévèrement le roi, ses favoris, ses maîtresses et ses ministres. Cette sévérité devrait être réservée d'abord aux administrateurs locaux qui ont compté, semble-t-il, très peu, trop peu de véritables colonisateurs. A l'égard des colonies anglaises, l'auteur manifeste les préjugés traditionnels. N'ayant étudié que très superficiellement leur histoire, il n'en a pas saisi la grande richesse humaine. Naturellement, nos ancêtres n'attaquaient les Bostonnais qu'en état de légitime défense.

L'œuvre contient quelques contradictions. Nous lisons: "Il reste [ en 1760 ], sous la domination étrangère, un peuple de 65,000

âmes, privé de presque tous ses chefs, dans un pays ravagé par la guerre” (p. 230). Sept pages plus loin, l’auteur déclare: “Un nombre infime de Canadiens se prévalent de cette disposition [ droit de passer en France ]. De sorte que la population ne sera pas — malgré la légende longtemps accréditée — amputée de ses classes dirigeantes”. M. Rumilly a lu les savantes études démontrant que les Canadiens conquis n’avaient pas perdu leurs dirigeants. C’est vrai, mais incomplet. Prouver ce fait n’explique pas ce qui s’est réellement passé. Notre principale classe dirigeante, la plus ambitieuse et la plus progressiste, n’a pas émigré mais elle est disparue. Des recherches en cours sur le sort réservé, après la conquête, à notre bourgeoisie capitaliste embryonnaire apporteront de pénibles révélations. Ne reprochons pas à l’auteur ces deux affirmations contradictoires. La contradiction n’est qu’apparente.

La partie la plus faible de cette *Histoire du Canada*, c’est celle qui couvre les années 1760—1867. Les événements les plus importants sont trop sommairement traités. Rien d’original. L’auteur suit fidèlement les sentiers rebattus. Il commet — ce qui est plus grave — quelques erreurs. On se demandera comment M. Rumilly peut affirmer en parlant des élections de 1854: “Antoine-Aimé Dorion conduit les libéraux à la victoire, dans le Bas-Canada, au grand déplaisir de Monseigneur Bourget, évêque de Montréal” (p. 374). Mgr Bourget était peut-être mécontent pour une raison ou pour une autre, mais certainement pas pour celle donnée par l’historien. Les partisans de Morin s’appelaient libéraux et ceux de Dorion, démocrates. Un simple coup d’œil dans les *Cours d’histoire* de Thomas Chapais (7:70) aurait prévenu cette méprise. Les pourparlers et les négociations préliminaires à la Confédération — d’une importance capitale pour comprendre le sens exact et la portée de cette loi organique — nécessitent une étude plus détaillée.

La dernière partie du volume décevra ceux qui, à juste titre, considèrent M. Rumilly comme le spécialiste de l’histoire du Canada français depuis 1867. On espérerait un exposé mieux balancé, plus étoffé, réellement objectif. Ici, l’auteur mérite moins d’indulgence. Les recherches originales qu’il poursuit depuis vingt ans l’avaient pourtant préparé à nous donner une synthèse de l’histoire des deux Canadas depuis la Confédération. Par exemple, s’il montre bien le rôle important d’Olivier Mowat dans la lutte en faveur des droits

provinciaux, il néglige de souligner la pensée politique qui inspire les libéraux de toutes les provinces avant l'arrivée au pouvoir de Laurier. Celui-ci a réellement été le fondateur du parti libéral contemporain. La contribution de Macdonald et de son parti à l'édification d'un Canada anglais *a mari usque ad mare* — œuvre continuée par Laurier et son parti, héritiers du même programme — n'est pas suffisamment mise en lumière.

M. Rumilly semble avoir oublié qu'au Canada il n'existe que deux partis politiques principaux: celui du gouvernement et celui de l'opposition. André Siegfried l'avait très bien constaté lors de sa première visite au pays en 1904. Aucune doctrine rigide ne les guide. L'opportunisme et la volonté des chefs remplacent tout credo politique. Il ne faut jamais attacher une trop grande importance aux contradictions constantes des politiciens. Leur point de vue change du tout au tout selon qu'ils siègent à la gauche ou à la droite du président de la Chambre. C'est le principe de la relativité en politique. Il était connu bien avant les calculs d'Einstein. Les historiens qui en tiennent compte ne se scandalisent pas inutilement. Pour écrire l'histoire, il est préférable de ne pas être doué d'un odorat trop sensible. On recommande aussi d'avoir un solide estomac. Sinon, l'historien s'emporte et fait de l'indignation à jet continu. Une telle attitude, parfois compréhensible, donne un ton polémique à une œuvre historique. L'auteur de cette *Histoire du Canada* n'a pas su ou n'a pas voulu éviter cet écueil.

L'histoire des chemins de fer est bien brossée. Les relations étroites, parfois cachées, souvent ouvertes, qui existaient entre les gouvernants et les magnats du rail nous édifient sur le "bon vieux temps" où l'entreprise "libre" s'épanouissait "librement" dans une économie "libre". Les dessous politico-financiers du gouvernement de coalition de 1917 inspirent des pages révélatrices. Mettant à contribution les recherches récentes d'historiens anglo-canadiens, l'auteur place la crise constitutionnelle de 1926 dans sa véritable perspective. Les campagnes anti-participationnistes et anti-conscriptionnistes des libéraux du Québec de 1917 à 1938 nous amusent et nous éclairent sur le peu de vision et le manque de réalisme des chefs politiques de l'époque. En décrivant la propagande massive et indigeste des années de guerre, M. Rumilly oublie Louis Franœur. C'était pourtant là de la propagande admirablement bien

faite. On ne peut lire toutes ces pages sans se dire avec étonnement : "Cela se passait hier et semble déjà si loin". En dix ans, nous avons bien changé. Ces années lourdes ont compté triple dans nos vies.

En ce qui concerne la campagne électorale de 1945, l'auteur aurait dû faire remarquer l'éloquence "sonnante et trébuchante" des allocutions familiales auprès d'un électorat québécois auquel on voulait faire oublier l'ancien leitmotiv de la conscription. On en avait trouvé un nouveau. Tout le programme de législation sociale du gouvernement fédéral, dont en particulier le rapport Marsh, ne reçoit pas l'attention requise.

L'histoire économico-sociale du Canada français contemporain est à peine esquissée. Les multiples problèmes que notre industrialisation trop rapide et — ce qui est plus grave — nullement contrôlée par nous soulève, se devinent à peine. L'ascension du Canada anglais à un statut international et la subtile question des relations interimpériales échappent partiellement à la perspicacité de l'historien. Celui-ci conserve l'illusion que Londres dirige la politique extérieure du gouvernement d'Ottawa. Il affirme même que le Canada aurait reçu de ses maîtres londoniens l'ordre d'entraîner les États-Unis dans la guerre (p. 538). Qu'en pensent les Américains ? Il serait temps de se rendre compte que depuis très longtemps la politique extérieure du Canada anglais ne dépend que du Canada anglais.

Compte tenu de toutes ses faiblesses, cette *Histoire du Canada* rendra service. Elle aurait pu être composée moins rapidement et mieux étayée. Chose certaine, c'est que le lecteur, de France ou du Canada, la lira avec intérêt et profit. M. Rumilly possède toujours l'art de narrer. L'œuvre méritait d'être publiée. Une large diffusion de ce livre contribuera à rendre notre public cultivé conscient de la complexité chaque jour plus grande de tous les problèmes qui sollicitent l'attention des habitants des deux Canadas. Une connaissance même encore incomplète du passé aidera tous ceux qui auront la lourde responsabilité de prendre les décisions engageant l'avenir. L'histoire peut servir utilement les hommes d'action. Qu'ils aient l'humilité de l'interroger et le courage de mettre en pratique les leçons qu'elle enseigne.